

Euro-Métropole de Metz

OBSERVATOIRE TERRITORIAL TRANSFRONTALIER

ÉCLAIRAGE / Perspectives transfrontalières en matière
de santé dans le nord-lorrain

#transfrontalier | juillet 2026



Futur hôpital privé du groupe Elsan à Maizières-lès-Metz / ©Le Républicain lorrain

L'AGURAM a récemment publié, dans le cadre de son [Observatoire territorial transfrontalier](#), un dossier sur les enjeux transfrontaliers Lorraine-nord/Luxembourg d'accès aux soins et de développement des grands équipements de santé (en partenariat avec l'Euro-Métropole de Metz). Cette publication offre une première analyse structurée et documentée de ces enjeux pour les territoires et leurs habitants.

Depuis, 2 actualités sont venues confirmer, par les questions qu'elles soulèvent, la dimension transfrontalière du sujet :

- la présentation, par l'Université du Luxembourg, de sa stratégie de développement des formations médicales ;
- la publication du rapport annuel de l'Observatoire national de la santé du Luxembourg qui met en évidence le poids toujours plus important des frontaliers parmi les affiliés à la caisse nationale de sécurité sociale, et parmi les soignants hospitaliers.

1) VERS UN DÉVELOPPEMENT DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE L'UNIVERSITÉ DU LUXEMBOURG QUI INTERROGE, EN MIROIR, LA SITUATION PARTICULIÈRE DU CHR DE METZ-THONVILLE

Depuis, l'Université du Luxembourg a dévoilé son plan quadriennal (P4), cadre de la mise en œuvre de la nouvelle convention qui l'engage auprès du ministère de la Recherche et de l'enseignement supérieur pour la période 2026-2029.

Ce document stratégique s'appuie sur 3 piliers : transformation numérique, médecine et santé, développement durable et sociétal. En matière de médecine et de santé, le plan pose les bases d'une démarche de plus long terme (10 ans) qui « *définit les étapes nécessaires au lancement d'un master en médecine et de programmes de spécialisations, d'une recherche clinique accrue et de la création éventuelle d'une faculté de médecine.* »¹ Il est à noter que L'Université du Luxembourg participe, dans cette perspective, à l'initiative européenne Metis qui vise à renforcer l'éducation médicale en matière d'intelligence artificielle et de réalité virtuelle².

Au-delà de l'enjeu d'indépendance sanitaire, affirmé par le pays, ce changement d'échelle vise aussi d'être attractif pour les professeurs et chercheurs qui devront être recrutés et d'asseoir une compétitivité nationale en faisant converger IA, santé et biomédecine³.

Mise en perspective

Nancy accueille la faculté de médecine de l'Université de Lorraine, un centre hospitalier universitaire et un important écosystème santé/innovation (recherche, IA, MedTech, etc.) De son côté, le Luxembourg entend développer sa faculté (et universitariser un hôpital ?) et ne cache pas ses ambitions en matière de recherche et d'économie de la santé.

Entre ces deux territoires, la métropole messine et l'espace nord-lorrain disposent d'atouts à renforcer :

- ◆ une première année de médecine dispensée sur le campus messin de l'Université de Lorraine ;
- ◆ un CHR Metz-Thionville engagé dans un processus progressif d'universitarisation.

Qu'est-ce que la nouvelle stratégie luxembourgeoise, de plus en plus affirmée, implique pour la Lorraine et, plus spécifiquement pour la métropole de Metz et l'ensemble du Groupement hospitalier de territoire (GHT) Lorraine Nord structuré par le CHR Metz-Thionville ? Quels enjeux de long terme : attractivité pour les professionnels de santé, concurrence et/ou complémentarité de l'écosystème de santé luxembourgeois, innovation et économie de la santé, accès aux soins, etc. ?

2) « CARTE SANITAIRE » LUXEMBOURGEOISE 2025, QUELQUES ENSEIGNEMENTS

Au Luxembourg, la Carte sanitaire est un rapport annuel qui « *dresse un état des lieux détaillé du secteur hospitalier* »⁴.

L'édition 2025, publiée en juin 2026 par l'Observatoire national de la santé, apporte quelques compléments ou actualisation par rapport à des chiffres mis en exergue dans la publication de l'OTT mentionnée ci-dessus

La publication rappelle ainsi que, en 2023, 64,2 % de la population « protégée », c'est-à-dire couverte par la Caisse nationale de sécurité sociale luxembourgeoise (CNS), est résidente quand 35,8 % est non-résidente, c'est-à-dire constituée, très essentiellement, de frontaliers actifs ou retraités et leurs ayants-droits.

¹ source Université du Luxembourg (<https://www.uni.lu/fr/news/plan-quadiennal-2026-2029/#medecine-et-sante>)

² source Université du Luxembourg (<https://www.uni.lu/fstm-en/research-projects/metis/>)

³ source : Jens Kreisl, recteur de l'Université du Luxembourg, dans « *IA, quantique, santé : l'Université du Luxembourg change d'échelle* », Thierry Labro, Paperjam, 26 juin 2026

⁴ Carte sanitaire, édition 2025, document principal ; Observatoire national de la santé, juin 2026.
<https://obs.gouvernement.lu/fr/publications/carte-sanitaire-2025-document-principal.html>

Pour autant, les non-résidents :

- ◆ représentent 10,4 % du total des séjours hospitaliers (2023⁵) et 8,1 % des soins hospitaliers en % de journées d'hospitalisation ;
- ◆ réalisent, en 2024, 17,4 % des accouchements en maternité ;
- ◆ représentent, toujours en 2024, 13,2 % des passages en services d'urgence.

Le rapport fait également le constat – sans donner de chiffre – que le recours des non-résidents est « également important » pour l'imagerie médicale et la fécondation *in vitro*, confirmant ainsi « la réalité transfrontalière de l'offre hospitalière nationale. »

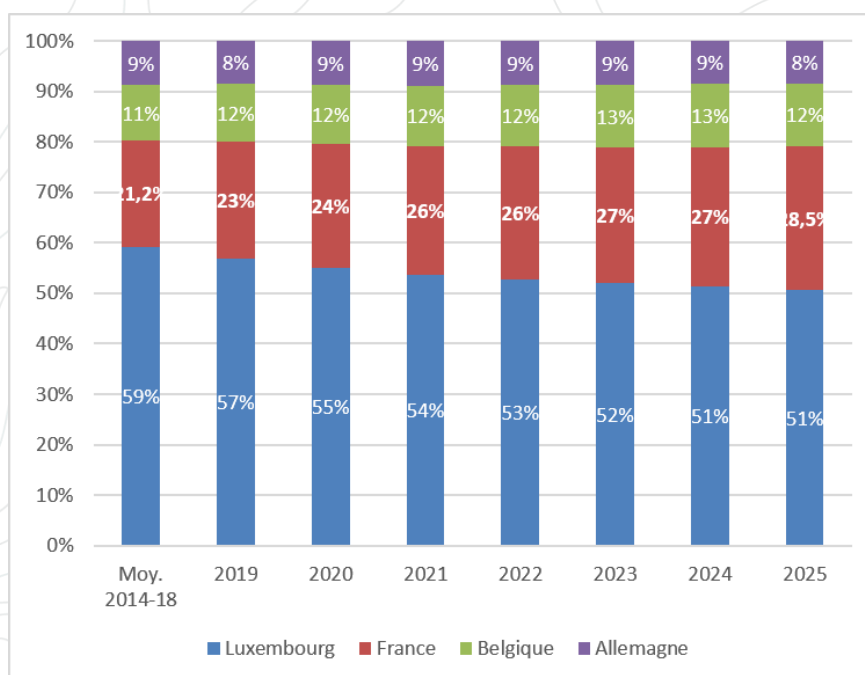
Pour l'Observatoire national de la santé, les raisons de cette sous-représentation des non-résidents dans la consommation de soins au regard de leur poids par mis la population protégée sont les suivantes :

- ◆ une population d'assurés non-résidents qui reste plus jeune que les résidents, avec une moyenne de 37,1 ans en 2024 contre 40,1 ans pour les assurés résidents, et donc un moindre recours aux soins ;
- ◆ une préférence qui reste marquée pour un recours aux soins dans le pays de résidence parmi les frontaliers, actifs ou retraités.

Dans un autre registre, la nouvelle édition nous apprend qu'entre 2014 et 2025, le nombre de salariés du secteur hospitalier s'est accru de 25 % (de 8 300 à 10 400), avec une hausse très importante pour les salariés résidant en France (+77 %) et en Belgique (+48 %).

En 2025, les salariés résidents en France représentent ainsi 29 % du total, contre 21 % une dizaine d'année auparavant.

Évolution du poids des salariés du secteur hospitalier luxembourgeois par pays de résidence – source Centre commun de la sécurité sociale, calcul IGSS, adaptation ObSanté et calcul AGURAM



⁵ source https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2026/06-juin/30-publication-carte-sanitaire.html

Mise en perspective

Si les chiffres de recours aux soins hospitaliers au Luxembourg de la part de résidents lorrains ne se discutent pas, les raisons de leur dynamique continuent d'interroger :

- ◆ L'accès aux soins serait plus simple au Luxembourg qu'en Lorraine malgré la distance éventuelle ? Une aubaine réelle pour certains territoires lorrains proches de la frontière et éloignés des hôpitaux français.
- ◆ Les soins seraient de meilleure qualité au Luxembourg, ce qui contredirait nombre de rapports et avis d'expert ?
- ◆ L'accueil hospitalier (confort, service, etc.) serait meilleur au Luxembourg, situation que confirme, en revanche plusieurs experts rencontrés par l'AGURAM ?

Il demeure que, malgré certaines difficultés, les frontaliers lorrains continuent de préférer se faire soigner en France...

L'évolution du nombre et du poids des résidents lorrains parmi les salariés hospitaliers au Luxembourg nous rappelle, quant à elle :

- ◆ combien ce pays est dépendant de la main d'œuvre française, y compris – et de plus en plus – pour le bon fonctionnement de ses services publics ;
- ◆ combien ces services publics sont pourvoyeurs d'emplois pour les lorrains, alors que, en 2026, l'emploi privé marque le pas au Luxembourg comme en Lorraine.

DANS LA MÊME COLLECTION

Publications de l'Observatoire territorial transfrontalier :

- ◆ **Chiffres-clés régulièrement mis à jour**
- ◆ **Des soins de proximité aux grands équipements de santé : quels enjeux transfrontaliers dans le nord lorrain ?**,
février 2026, Étude de 24 pages
- ◆ **Derrière les écrans, la réalité : particularités & enjeux du télétravail frontalier au Luxembourg**,
juillet 2025, Reper' de 8 pages
- ◆ **De Metz à Luxembourg, en passant par Sarrebruck & Trèves : quand la langue du voisin s'invite**,
avril 2025, Étude de 16 pages
- ◆ **Marché du travail et métiers en tension en Lorraine Nord et au Luxembourg : un enjeu partagé**,
décembre 2024, Étude de 24 pages

- ◆ **Habiter ici, travailler là... et se déplacer**,
mai 2024, Reper' de 12 pages
- ◆ **Portrait de frontaliers, chiffres & enjeux**,
juin 2023, Reper' de 8 pages

Retrouvez-les sur : www.aguram.org/publications/transfrontalier



Retrouvez toutes les publications de l'agence : www.aguram.org



@agenceaguram

Directeur de la publication : Régis Brousse

Étude réalisée par : Fabien Soria

Contributeurs : Fabienne Vigneron

Conception et mise en page : Jérémy Hoffmann

Réalisation cartographique : Jérémy Hoffmann

Date de parution : septembre 2026

Une étude réalisée en coordination avec l'Agape



AGURAM
AGENCE D'URBANISME
D'AGGLOMÉRATIONS DE MOSELLE
27 place Saint-Thiébault 57000 METZ
tél. : 03 87 21 99 00 | contact@aguram.org